Sanctions américaines sur l'Iran : huit pays exemptés

05/11/2018 à 21h54

Pour éviter une fronde, les Etats-Unis ont autorisé la Chine, l'Inde et la Turquie ainsi que le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, l'Italie et la Grèce à acheter du pétrole iranien pendant encore six mois.

Interdiction d'acheter du pétrole iranien, 700 individus et entités en Iran placées sur une liste noire américaine: Washington a voulu frapper fort pour imposer une «pression implacable » sur l'Iran selon les mots de Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine. Dès lundi, le président iranien Hassan Rohani a promis de « contourner avec fierté » ces « sanctions illégales et injustes ».

Huit pays échappent pourtant à l'interdiction d'acheter du brut iranien pour les six prochains mois. La Chine et l'Inde, qui sont les plus gros acheteurs de pétrole iranien, sont ainsi exemptés. Une précaution pour éviter que les deux géants asiatiques ne sabordent le régime de sanctions américaines en tentant une fronde. Ils avaient déjà été exemptés du temps de l'administration Obama et avait fait l'objet d'une mesure particulière. (…)

Les autres pays qui bénéficient du régime de faveur, dont la Turquie et Taiwan, sont des alliés des Etats-Unis qui ont d'importants besoins en énergie tout comme le Japon et la Corée du Sud, qui ont pourtant été les premiers à cesser leurs importations de brut iranien . La France a aussi arrêté ses approvisionnements mais comme elle défend le maintien de l'accord sur le nucléaire iranien, elle n'a pas bénéficié d'une exemption. Alors que c'est le cas de la Grèce et de l'Italie.

Pour Esfandyar Batmanghelidj, fondateur du média «Bourse et Bazaar » favorable au commerce entre l'Iran et l'Europe, « les Etats-Unis ont concédé des exceptions à deux gouvernements eurosceptiques qui ont des relations énergétiques avec Israël, c'est une façon de créer de la discorde ». Lundi, Gordon Sondland, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne, a tourné en dérision les efforts des Européens pour construire un canal financier propre afin de poursuivre le commerce avec l'Iran, un «tigre de papier » selon lui.

(…)

Les Echos